

Daniel Garrigue interroge Bernard Kouchner sur la politique arabe de la France.

M. Daniel Garrigue. D'une réunion à l'autre, on constate l'affadissement progressif du G20. Avant le sommet de Toronto, il n'existait guère de cohésion entre les pays européens, mais au moins semblait-il y avoir un accord entre la France et l'Allemagne sur certains sujets, comme la nécessité d'une régulation financière à l'échelle internationale, la mise en place d'une taxe sur les institutions financières ou sur les transactions financières, ou la régulation du marché des produits dérivés, avec l'éventuelle interdiction des contrats à terme. On a eu l'impression que cette entente franco-allemande n'était qu'une façade. Qu'en est-il ?

Par ailleurs, ce que l'on appelait « la politique arabe de la France » ne consistait pas à entretenir de bonnes relations avec tout le monde ! Son principe était de faire en sorte que, dans certains conflits du Proche et du Moyen-Orient, tous les acteurs puissent devenir des interlocuteurs, même ceux qui étaient rejetés par la majorité de la communauté internationale. C'est ce qu'avaient fait le général de Gaulle avec les Palestiniens, le président Mitterrand avec l'OLP, le président Chirac et Dominique de Villepin sur la question irakienne. Monsieur le ministre, qu'est devenue la politique arabe de la France ?

[...]

M. le ministre. S'agissant des relations franco-allemandes, j'ai lu en effet les commentaires d'un certain nombre de personnes qui se vantent de pouvoir mieux faire. La critique est aisée, mais l'art est difficile. Le couple franco-allemand demeure la charnière de l'Europe. Chaque fois que l'Allemagne ou la France a recherché l'assentiment de l'autre partenaire, il y est parvenu, dans des délais variables. Que je sache, nous n'avons pas eu de désaccord profond au sommet du G20, même si nos positions initiales pouvaient être différentes. L'Europe s'était mise d'accord avant la réunion : ce n'est pas si mal.

Faire référence à « la politique arabe de la France », c'est un peu dépassé, monsieur Garrigue ! Qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui ? Nous n'étions pas d'accord avec l'Irak, nous le sommes devenus ; nous n'étions pas d'accord avec la Syrie, il y a maintenant une

ouverture ; entre-temps, l'Irak et la Syrie sont devenus hostiles. Le développement de nos relations politiques et économiques avec l'Irak et la Syrie ne nous empêche pas de nous rapprocher de l'Arabie Saoudite. Mais nous menons également une politique d'amitié avec Israël, tout en défendant l'idée que la sécurité israélienne ne pourra être assurée que par la création d'un État palestinien, et nous sommes en concordance étroite avec l'Égypte. Peut-on faire mieux ? Si « la politique arabe de la France », c'est défendre des positions préconçues, ce temps est révolu.

M. Daniel Garrigue. La politique arabe de la France tendait à élargir le cercle de nos interlocuteurs. La question se pose encore, par exemple au sujet du Hamas ou de l'Iran.

M. le ministre. Mais c'est toujours le cas ! Qui a invité le Hezbollah en France ? Moi ! Qui a organisé la conférence de La Celle-Saint-Cloud ? Nous !

Personne n'ayant de contacts officiels avec le Hamas, sauf la Syrie, nous sommes en relation avec lui par l'intermédiaire de celle-ci. D'ailleurs, les Palestiniens, les Égyptiens, les Israéliens et les Irakiens nous demandent de ne pas lui parler directement.

M. Daniel Garrigue. Ce n'est pas une raison !

M. le ministre. C'est une raison, si l'on veut que les pourparlers indirects débouchent sur des pourparlers directs. Dans le contexte explosif du Moyen-Orient, je crois que notre position est sage.

Peut-être les choses vont-elles évoluer. Des pourparlers sont en cours en Égypte entre l'OLP et le Hamas.

Daniel Garrigue. Sur ce point, la politique européenne ne se démarque pas de celle des États-Unis...

M. le ministre. Certains pays ont des relations plus étroites avec le Hamas que d'autres, mais l'Union européenne a une position commune en faveur de la paix. Par ailleurs, je vous signale que la position de M. Obama diffère de celle de M. Bush. Quoi qu'il en soit, la France souhaite que le blocus de Gaza soit levé et qu'il y ait enfin un État palestinien.

M. le président Axel Poniatowski. [...]

Monsieur le ministre, je vous remercie de votre franchise et de votre volonté de transparence. Je note que vous êtes prêt à participer à des tables rondes thématiques. Eu égard aux questions qui ont été posées aujourd'hui, je proposerai au bureau de la

Commission que la première table ronde porte sur la politique arabe de la France.